

Qui est Rural ? Rapports de classe et espace social.

Marc MORMONT

Unité de Recherches "Espace Rural"

Fondation Universitaire Luxembourgeoise, Arlon (Belgium)

L'objet de ce chapitre est de s'interroger sur le sens qu'il est aujourd'hui possible d'accorder à la catégorie "rural". Et cette interrogation va conduire à s'interroger sur les rapports de classe dans une double direction : d'une part il s'agit de savoir quelle relation existe entre cette catégorie - qui au moins pour une part renvoie à une division sociale, donc à des formes de différences, de hiérarchies et pouvoir social - et la structure sociale; d'autre part on se demandera comment l'espace, en l'occurrence les campagnes, constitue un élément des rapports de classe dans une société industrialisée.

Il est un fait que la sociologie rurale s'est construite comme discipline sur le postulat plus ou moins explicite qu'il existe dans nos sociétés modernes (industrielles) une partition significative du monde social, partition qui opposerait deux univers relativement séparés, - le rural et l'urbain-. Ce qui justifierait cette approche est évidemment que ces deux univers constituent des univers relativement autonomes, possédant des mécanismes de fonctionnement différents qui justifient une approche spécifique. Cette autonomie serait par exemple fondée sur une relative autarcie économique des sociétés rurales, sur des mécanismes propres dans le domaine du politique, ou encore sur une culture différente, tout cela se traduisant par exemple par des mécanismes de reproduction très différents dans le monde rural et dans le monde urbain, mécanismes dans lesquels la famille, le village, la terre jouent un rôle fondamental. Il ne viendrait à personne l'idée d'affirmer que les sociétés rurales ont jamais été indépendantes des sociétés urbaines : ce qui fonde la sociologie rurale à exister, c'est une autonomie relative, mais soumise à des pressions extérieures, de ces sociétés. Il paraît évident que la sociologie rurale aurait d'ailleurs dû consacrer une part de ses efforts à étudier les formes de résistance que les sociétés rurales opposaient au monde extérieur, mais c'est plutôt les mécanismes de changement, d'adaptation et d'intégration à la société moderne qui ont constitué l'essentiel de son contenu, ne révélant que négativement la capacité des ruraux à résister à certaines pressions. Mais ce qui nous intéresse d'abord ici c'est que l'approche de la sociologie rurale conduisait, au moins implicitement, à considérer que la division rural-urbain correspondait à une division sociale et opposait donc deux "groupes" : on peut en trouver la preuve dans les

nombreux travaux qui ont été consacrés aux contacts, aux influences réciproques des ruraux et des urbains. Il s'agissait donc de deux "groupes" sociaux différents, même si la sociologie rurale n'a jamais adopté une terminologie claire pour qualifier la nature de ces ensembles (elle hésite entre des termes comme société rurale, comme milieu ou monde rural). Ce manque de précision - non pas terminologique, mais théorique - n'empêcha pas les sociologues ruraux de travailler, non seulement parce qu'ils n'ont jamais eu de grandes préoccupations théoriques, mais aussi parce que cette partition du monde social était évidente puisqu'elle était inscrite dans l'espace, qu'elle correspondait à une division spatiale visible, évidente entre les villes et les campagnes.

Existe-t-il aujourd'hui encore une "société rurale" ? Et la division ville-campagne recouvre-t-elle encore aujourd'hui une division entre rural et urbain ? Ces questions, les sociologues ruraux sont obligés de se les poser, pour des raisons que nous allons développer; mais la tradition de la sociologie rurale, très peu portée à faire une théorie de son objet, ne leur donne guère d'éléments pour y répondre. Il nous paraît donc indispensable de poser ce problème, et pour le faire de s'interroger sur la manière dont la sociologie rurale s'est construite et donnée un objet, bref de faire une sociologie de la sociologie rurale. Nous croyons en effet que la démarche de la sociologie rurale fait partie du problème, en ce sens que la sociologie rurale a elle-même contribué à imposer une définition sociale (légitime) du rural, et qu'elle est aujourd'hui un obstacle social (et scientifique) à une sociologie du rural.

Divisions sociales et catégories sociologiques.

Les catégories qu'utilisent les sociologues pour étudier le monde social ont ceci de particulier qu'elles sont aussi toujours des catégories qui existent dans ce monde social, qui y fonctionnent comme catégories de classement¹. Ainsi les catégories qui désignent les classes sociales, les strates de la hiérarchie ou même les catégories socio-professionnelles sont elles non seulement utilisées par les sociologues (où elles ne prennent sens qu'à l'intérieur d'une théorie) mais aussi par les individus, les groupes et les institutions pour se désigner mutuellement. Et il n'est pas difficile de comprendre que le choix des termes utilisés pour désigner une catégorie constitue toujours un enjeu

1. Sur ce point cfr P. BOURDIEU, Décrire et prescrire : note sur les conditions de possibilité et les limites de l'efficacité politique, *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1981, n° 38, pp. 69-73 et L'identité et la représentation : éléments pour réflexion critique sur l'idée de région, *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1980, 35, pp. 63-72.

des rapports entre les groupes, à la fois parce que l'existence sociale d'un groupe (par exemple d'une catégorie de travailleurs), qui se traduira par exemple par l'admission de représentants dans une négociation collective, suppose presque nécessairement qu'une catégorie existe pour le désigner, catégorie dans laquelle les individus se reconnaîtront et catégorie dans laquelle les autres les reconnaîtront comme un groupe.

Il est intéressant de constater que le terme "rural" ne commence à être utilisé comme catégorie sociale (c'est-à-dire désignant un ensemble de personnes, de groupes) qu'à partir d'une époque qui se situe - grosso modo - entre les deux guerres mondiales. Avant cette époque, il existe certainement des termes qui désignent les habitants des campagnes, et le terme de paysan est certainement très utilisé, mais avec une connotation péjorative certaine. L'émergence progressive du terme "rural" reflète en fait deux évolutions simultanées. Elle s'explique par la nécessité de disposer d'un terme qui ne se réfère plus seulement au travail agricole ou plus généralement à l'économie agricole; cette période coorespond en effet à une forte réduction de l'emploi agricole et au développement de catégories d'habitants des campagnes qui travaillent à la ville ou qui ne sont plus directement liés à l'économie agraire : il faut donc un terme pour les désigner, du moins pour autant qu'on estime pertinent de considérer l'ensemble des "campagnards" comme un un ensemble social significatif. Et précisément le terme rural se distingue aussi d'une pure vision géographique qui opposerait ville et campagne. L'utilisation du terme "rural" correspond donc à une nécessité qui n'est pas lexicologique : elle est aussi recours à un terme qui n'est pas connoté négativement (comme le terme de paysan), à un terme qui désigne aussi plus qu'une réalité géographique (comme le terme de campagnards), bref à une catégorisation qui a une dimension beaucoup plus large.

Les catégories sociales, telles qu'elles sont utilisées dans la vie sociale ordinaire, sont en effet nécessairement porteuses de ce qu'on appellera ici une représentation, à savoir que la catégorie suppose un discours plus ou moins explicite qui attribue un certain nombre de caractéristiques, de propriétés ou d'attributs à cet ensemble de gens qui sont ainsi classés. Par le fait que chaque catégorie usuelle du social implique ainsi une attribution de propriétés à des groupes, la représentation qui la sous-tend est nécessairement aussi liée à une représentation du social dans son ensemble. Ainsi il sera souvent attribué au paysan une forme de sagesse concrète enracinée dans la tradition et le travail agraire, mais ces caractéristiques postulent implicitement qu'il existe par ailleurs une culture

abstraite (notamment technique et scientifique) liée au progrès et à l'innovation : et chaque fois que quelqu'un,- paysan ou non,- utilise ces termes, il se situe nécessairement par rapport à ces critères soit qu'il attribue (négativement) aux paysans un manque de culture technique (le paysan "arriéré", rétif au progrès) soit qu'au contraire il mette en évidence la sagesse paysanne par rapport aux abstractions néfastes de la culture "urbaine". Les catégories sont donc sous-tendues par des critères plus ou moins légitimes . Toute catégorie qui désigne un groupe social, dans la mesure où elle est ainsi porteuse d'une représentation du groupe (même implicite) constitue donc un enjeu plus fondamental, puisqu'elle implique une représentation (ce qu'on pourrait appeler une théorie spontanée) du social lui-même.

En quoi consiste cet enjeu ? C'est évidemment qu'une représentation du social confère à chaque groupe social une valeur plus ou moins grande, que si on privilégie par exemple une représentation où le critère central est la compétence technique, ce sont les détenteurs de cette compétence qui se trouvent légitimés à occuper des positions dominantes dans le champ social, dans la vie politique et culturelle. Plus simplement la reconnaissance de telle ou telle valeur implique nécessairement le droit des groupes à exister, à être représenté dans la vie sociale et politique et à bénéficier de tous les avantages économiques et sociaux qui sont liés à une représentation (au sens politique) légitime. De ce point de vue l'histoire du mouvement ouvrier pourrait être lue comme le combat pour la reconnaissance du travail ouvrier, et pour une représentation positive du travail ouvrier (alors qu'il pouvait être considéré comme paresseux, ou son travail comme simple exécution). Et on pourrait faire l'hypothèse qu'un des problèmes fondamentaux de certaines catégories agricoles est de n'avoir jamais été reconnues pour leur travail (on peut notamment penser aux femmes du milieu agricole).

Il s'ensuit que l'histoire d'un groupe est toujours aussi l'histoire des mots qui servent à le désigner, et que l'histoire sociale est toujours l'histoire de ces représentations théoriques spontanées qui servent à une société à se penser. Et un mouvement social, c'est donc aussi toujours une action de transformation de ces représentations du social².

2. Ou comme le dit Touraine "un mouvement social est une action conflictuelle par laquelle des orientations culturelles, un champ d'historicité, sont transformés en des formes d'organisation sociale, définies à la fois par des normes culturelles générales et par des rapports de domination sociale". A. TOURAINE, *Le retour de l'acteur*, Paris, Fayard, 1984, page 148.

La théorie sociologique occupe une position spécifique par rapport aux classements et aux théories spontanées du social. Il est assez facile à comprendre que, pour autant que la sociologie ait une certaine légitimité sociale, les catégories qu'elle produit peuvent avoir des effets sociaux, que par exemple simplement le développement de recherches sociologiques à propos d'un groupe particulier contribue à la visibilité sociale de ce groupe et à son affirmation socio-politique. Mais un autre phénomène est beaucoup moins souvent souligné. C'est que la sociologie, pour toutes sortes de raisons, se trouve le plus souvent avoir étudié la réalité sociale à partir de ses aspects les plus visibles, et donc avoir souvent consacré son étude des groupes sociaux à des catégories déjà reconnues ou en voie de reconnaissance sociale. Et cela a, pensons-nous, souvent contribué à dissimuler une série de conditions qui avaient historiquement permis à ces groupes de se constituer comme tel. Le cas de la sociologie rurale est typique de ce que la discipline se constitue en même temps et dans le même mouvement que la catégorie qui définit son objet; ceci a, selon nous, beaucoup contribué à aveugler la sociologie rurale sur son objet : du fait que son sort (comme discipline scientifique mal reconnue) était dépendant de la reconnaissance sociale accordée aux problèmes ruraux, les sociologues ruraux ont souvent été peu portés à s'interroger sur le contenu même de la catégorie du "rural", et même souvent à se comporter comme des militants de la cause rurale (de sa protection ou de sa modernisation, selon les cas).

Dans la situation contemporaine, pour des raisons qu'on examinera plus loin, la sociologie rurale ne peut plus se maintenir sur les bases de la division traditionnelle entre rural et urbain. Il ne lui reste en fait qu'à disparaître ou à redéfinir son objet. C'est dans cette perspective qu'un regard critique sur la manière dont elle s'est construite peut être stimulant.

L'émergence du rural et la formation de la sociologie rurale³.

La formation de la sociologie rurale s'inscrit dans un double mouvement⁴ qui caractérise l'entre-deux guerres. D'une part il y a un mouvement de modernisation (agricole) qui

3. On ne peut livrer ici qu'un résumé très synthétique d'une recherche historique. Cfr C.MOUGENOT & M.MORMONT, *L'invention du rural. L'héritage des mouvements ruraux*, Bruxelles, Editions Vie Ouvrière, 1988, 288 pages.

4. Il est vraisemblable que le poids relatif de ces deux tendances est très différent d'un pays à l'autre et constitue une variable déterminante des divergences dans l'évolution de la sociologie rurale dans différents pays, divergences encore bien perceptibles aujourd'hui.

pousse à transformer l'encadrement du monde rural pour l'intégrer techniquement et économiquement au monde moderne et industrialisé. D'autre part il y a un mouvement (plus idéologique) de réaction aux tensions sociales et politiques de l'époque, et c'est surtout ce mouvement qui va contribuer à définir le rural. Dans le cas belge, c'est ici une fraction de l'Eglise qui joue un rôle essentiel en voyant dans le monde rural un patrimoine de valeurs morales et sociales susceptibles de constituer un modèle d'harmonie par rapport aux conflits qui déchirent la société.

L'institution religieuse, l'Eglise catholique en l'occurrence, se trouve elle-même traversée par les conflits socio-politiques de l'époque. Elle est marquée par un clivage qui oppose démocrates et conservateurs d'un côté, mais d'un autre côté la laïcisation de l'Etat met aussi en cause toute l'action sociale qu'elle exerce, parfois encore de façon monopoliste, à travers une série d'institutions dans le domaine de l'éducation, de la santé ou de l'assistance. L'action catholique, mouvement d'origine intellectuelle au départ, se définit précisément par rapport à ce problème ; elle cherche à redéfinir l'action religieuse comme action des laïcs dans les institutions profanes et se distancie des institutions cléricales. Elle voit le chrétien comme un militant dans le monde socio-politique, qu'il cherche à transformer. En même temps l'action catholique cherche un modèle de vie sociale qui résolve les conflits sociaux et politiques, modèle qui se situerait donc en dehors du clivage dominant entre socialisme et libéralisme. Et le monde rural va constituer une référence stimulante parce que, non seulement il demeure largement marqué par les valeurs catholiques, mais surtout parce qu'il constitue un univers où l'harmonie sociale l'emporte sur les différences sociales à l'intérieur des collectivités.

Le rural va donc apparaître comme une catégorie qui permet de repenser le social, comme un modèle implicite de société où, du fait de l'attachement des individus à des valeurs morales, la vie sociale est rendue possible, harmonieuse même en dépit des différences de professions, d'activités. En fait de morale, il s'agit donc avant tout d'une morale sociale, qui se trouve objectivée dans le village. Celui-ci est défini avant tout comme un cadre naturel de vie sociale où parce que chacun se connaît, parce que tout est fait de relations immédiates, la vie sociale est réglée par les valeurs. Cette vision du rural qui se développe progressivement entre 1925 et 1935 est avant tout une réflexion intellectuelle, mais elle va progressivement se concrétiser dans des mouvements populaires, ceux devenant très actifs dans l'immédiat après-guerre.

Le développement des mouvements populaires en milieu rural ne peut se comprendre que par la rencontre qui s'opère entre cette réflexion sur le social et les situations vécues par les ruraux, les jeunes surtout. Les régions rurales connaissent en effet une crise, non pas tellement du fait de difficultés économiques ou d'un exode rural qui a commencé dès le début du siècle. Cette crise c'est en effet une situation spécifique dans laquelle, du fait des changements techniques, économiques et sociaux, les jeunes ruraux sont amenés à choisir, à se situer par rapport à des manières traditionnelles et des manières nouvelles. Qu'il s'agisse de technique agricole, de choix professionnel, de formes de loisir ou de choix matrimoniaux, les jeunes ruraux ont à choisir entre le passé et l'avenir, entre les habitudes héritées du passé et les nouveautés venues de la ville; et chacun de ces choix les amène à se situer par rapport aux institutions traditionnelles du monde rural, la famille, la paroisse, le village. Cette situation de crise est nécessairement vécue comme une crise morale, et les choix perçus en termes de fidélité ou de trahison des valeurs familiales, sociales ou religieuses qui unissaient la collectivité locale.

Le discours de l'action catholique trouve là le principe de son efficacité, car en valorisant le rural comme patrimoine moral, elle l'idéalise et elle rassure les ruraux sur leur identité. En même temps, par le mode d'action militant qu'elle instaure, elle donne aux jeunes ruraux un terrain et un mode d'action qui sont neufs. Ainsi on valorise le village comme société idéale, mais on met en demeure les jeunes d'agir sur le village pour le rendre conforme au modèle. Ainsi on cherchera à préserver l'agriculture familiale mais en poussant les jeunes à acquérir le savoir technique nécessaire. Ainsi orientés, les mouvements ruraux vont connaître un succès populaire important dès l'après-guerre, devenant à la fois porteurs d'une vision idéalisée et moralisante du monde rural et des vecteurs d'un changement modernisateur, leur apport principal étant sans doute d'instituer les ruraux comme acteurs de ces transformations.

Progressivement le discours légitimateur va d'ailleurs se modifier : peu à peu on va passer d'un discours à connotation morale (qui avait surtout sens dans le contexte de l'avant-guerre) à un discours qui met en avant le caractère humaniste de la vie rurale. Le village est de plus en plus vu comme un univers qui a une sociabilité spécifique, et qui vaut surtout parce que du fait des relations personnelles elle préserve des valeurs fondamentales que sont le respect de la personne (par rapport à une vie urbaine anonyme et impersonnelle) et le souci de la participation de tous (par rapport à la priorité des masses des organisations). Ce déplacement des légitimations va d'ailleurs

placer les mouvements ruraux en position de critique par rapport au monde social qui apparaît de plus en plus dominé par les priorités économiques, et conduire à privilégier l'action de développement social et culturel en milieu rural⁵.

La catégorie du rural qui se construit à cette époque est donc une catégorie sociale très particulière. Le rural est bien défini comme une catégorie qui désigne clairement un ensemble de gens, un ensemble de population : c'est donc une catégorie sociale; mais ce n'est pas pour autant une classe en ce sens que non seulement le "rural" comprend des catégories socio-professionnelles différentes, mais que ce n'est pas non plus une catégorie qui s'oppose aux autres sur le mode d'un intérêt différent ou opposé. L'opposition rural/urbain est donc un clivage mais ce n'est pas un clivage de même nature que ceux qui opposent les classes sociales, car il importe beaucoup moins aux ruralistes de montrer ce qui oppose les ruraux aux autres, que de montrer ce qui les caractérise en propre pour mettre en évidence l'apport de cette spécificité à la totalité de la société. Que le rural apporte à la société une morale sociale qui en garantit l'équilibre (version de l'entre-deux guerres) où bien une forme de vie en sociale qui garantit le respect de la personne et la participation de tous, le rural se trouve légitimé par son rôle socio-politique. Si le rural est une catégorie sociale c'est donc moins une catégorie qui oppose les ruraux en termes d'intérêts économiques qu'une catégorie qui définit un univers de valeur (morale puis culturelle) auquel les ruraux participent⁶. Les intérêts économiques ou matériels (voire politiques) ne sont envisagés par les ruralistes que comme des moyens de préserver et de promouvoir cet univers de valeur, ce qui ne les place pas en opposition nécessaire aux autres catégories.

La sociologie rurale : la question refoulée de l'identité.

C'est dans cette représentation du rural que la sociologie rurale trouve les bases de son développement. En effet elle va fournir - sur fonds de légitimité scientifique plutôt que religieuse - des concepts pour légitimer l'existence et la spécificité d'un monde rural. Sur

5. C'est là une spécificité du développement de la sociologie rurale en Belgique : elle s'y développe surtout en liaison étroite avec les mouvements ruraux, alors que dans d'autres pays elle se développe d'abord dans le cadre des institutions de développement rural et agricole, où elle s'affirme beaucoup plus nettement comme une aide à la modernisation technique et économique. Les principaux ouvrages de cette période sont ceux de Laloux (1956) et la

6. Ceci explique d'ailleurs qu'on peut raisonner le rural en terme de degré ou de continuum rural-urbain puisque s'agissant de valeurs auxquelles participer on peut l'évaluer en termes de plus ou moins, alors qu'un clivage fondé sur l'intérêt ou l'opposition suppose un critère strict.

base du fonctionnalisme et du culturalisme américain dont elle s'inspire, elle va en effet poser le rural comme une sorte de système socio-culturel spécifique à l'intérieur de la société globale. Ce système se caractérise moins par le fait de fonctions économiques différentes que par un système socio-culturel qui lui est propre, système de valeurs qui se traduit par des institutions différentes (dont le village et la petite région) et par un rapport différent des individus au système social. De plus elle va fournir des outils pour observer et étudier le changement social en milieu rural : à travers de multiples études empiriques elle va par exemple montrer que les ruraux sont différents (même les ouvriers séjournant en milieu rural ont du fait de leur appartenance des réactions différentes par rapport au travail, à la famille...), et elle va souvent plaider pour que l'Etat subvienne aux besoins d'équipement social et culturel du monde rural. Par là d'ailleurs la sociologie rurale s'affirme comme une sociologie axée sur la promotion d'une catégorie de citoyens, comme une sociologie marquée par le souci de servir une cause.

Mais la sociologie rurale ne peut, de par son ambition scientifique, se borner à considérer le rural comme un patrimoine moral; elle va chercher à définir cette spécificité du rural à travers le rapport à l'espace : c'est en effet la manière dont l'espace - comme espace de relations sociales - s'organise qui assure cette appartenance au rural. Etre rural, dans cette optique, c'est faire partie d'un espace (essentiellement villageois) où s'articulent rapport à la nature, rapport au temps et un rapport au groupement dans un ensemble de relations de type personnel où même les institutions sont régies par des relations entre des personnes⁷. Dans cette optique l'appartenance au "rural" ne renvoie pas à un ensemble social mais plutôt à l'appartenance à une série de collectivités (dont le village est le modèle et la référence) qui ont chacune leur singularité culturelle. En se donnant ainsi un objet concret et spécifique, la sociologie rurale opère peu à peu un retrait par rapport à l'optique des mouvements ruraux qui cherchaient au contraire à créer une identité rurale globale à travers des organisations nationales de jeunes ou de femmes rurales. Cette tentative des mouvements ruraux n'a jamais été prise en considération par la sociologie rurale, sauf dans le domaine agricole où l'on a étudié la création et le développement du syndicalisme agricole.

7 Pour une vérification de ces constantes de la sociologie rurale de langue française, voir notamment MENDRAS H. et M JOLLIVET (dir) *Les Collectivités rurales françaises*, tome 1, Paris A. Colin, 1971, pp 196 et suivantes; RAMBAUD P. ; REMY J. et L.VOYE, *Ville et urbanisation*, Gembloux, Duculot, 1974.

Du point de vue de la société globale, on s'aperçoit également que l'émergence d'une identité rurale (et une justification de la sociologie rurale) découle aussi d'un mécanisme spécifique, à savoir que l'on conférait au rural une fonction sociale globale - à savoir maintenir ou restaurer l'équilibre social - : tout se passe donc comme si l'identité rurale n'avait pu se constituer que par la rencontre entre un discours légitimateur - qui attribue au rural une fonction sociale - et une crise induite par les transformations subies par le monde rural, crise qui provoque une réaction identitaire homogène en région rurale.

Progressivement cependant, et spécialement au cours des années soixante, la sociologie rurale va abandonner cette perspective.

Elle devient plus empirique et elle privilégie l'étude des collectivités et de leurs propriétés ou de leur singularités; elle ne se pose plus la question de l'identité globale du rural ni des espoirs que mettaient les mouvements ruraux dans la création d'un mouvement rural. Elle va en fait suivre deux orientations dominantes qui nous semblent distinctes : d'une part elle se développe dans la direction d'une sociologie de l'agriculture, d'orientation marxiste ou libérale, toujours centrée sur les formes d'intégration de ce secteur et de ce groupe social dans la structure sociale; d'autre part elle se développe dans la direction d'une ethnologie des collectivités rurales, avec le postulat implicite qu'on peut comprendre l'évolution et les structures rurales en se limitant à une approche monographique. Ici le rural perd tout critère d'unité propre, il ne définit plus que comme une multiplicité de collectivités locales mais cela ne forme pas réellement une catégorie sociale spécifique, plus simplement c'est un ensemble de collectivités qui ont en commun d'être des collectivités de petite dimension, avec leur propres structures ou institutions qui couvrent encore certains aspects de la vie quotidienne, l'économique n'y étant guère plus présent que sous forme d'économie non monétaire, d'échanges hors de circuits économiques dominants...

En quelque sorte la sociologie rurale a rapidement fait son deuil de la possible existence d'une catégorie sociale rurale qui soit présente comme telle dans le champ social.⁸ Cette évolution nous paraît liée à deux ordres de faits. D'une part il y a un déclin généralisé du poids des légitimations religieuses qui touche le monde rural aussi et les mouvements ruraux : c'est dans la vie professionnelle et le développement socio-économique que les

8. On trouve dans la sociologie française de l'après-guerre des traces d'une reconnaissance du monde rural comme classe. Voir notamment *Villes et Campagnes. Civilisation urbaine et civilisation rurale en France* (recueil sous la direction de G.FRIEDMANN), Paris A Colin, 1953. Cf plus tardivement l'ouvrage de vulgarisation : P. LAROQUE, *Les classes sociales*, Paris, Presses Universitaires de France, 1962 (pp 98-105).

individus s'engagent, sans plus avoir besoin de motivations religieuses : avec l'effacement des mouvements ruraux, la sociologie rurale perd sa référence socio-politique. D'autre part les préoccupations dominantes s'orientent vers la croissance économique et la sociologie rurale ne survivra qu'en se référant à cette nouvelle légitimation du progrès technique et économique, ce qui la place en position subordonnée par rapport à d'autres disciplines comme la géographie économique qui va constituer la discipline de référence de l'aménagement du territoire.

La sociologie rurale a donc suivi un trajet ambigu⁹ : bénéficiant de la crise que connaît le monde rural, elle affirme le rural comme une réalité propre, mais elle se refuse rapidement à le considérer comme une catégorie sociale; rompant avec les mouvements ruraux qui cherchaient à susciter une réelle identité sociale, c'est-à-dire identité d'un groupe dans la champ social, elle se borne à considérer le rural comme un simple champ d'étude, mal défini sinon par le fait qu'il s'agit de collectivités locales.

Si la sociologie rurale se maintient dans le temps, c'est en fait parce qu'elle assure progressivement d'autres fonctions : plutôt que de contribuer à faire émerger (ce quelle fait de 1950 à 1960) une identité sociale rurale, elle va se reconverter progressivement en une sociologie du changement social¹⁰ où les propriétés du rural ne sont plus étudiées que comme des modalités de réaction des systèmes ruraux (forcément définis comme traditionnels) par rapport aux changements induits par la modernité (technique, économique, etc) : le rural se mesure seulement à la distance qui le sépare du moderne. Elle devient évolutionniste, empirique et ne se développe plus que comme discipline auxiliaire du "développement rural". Dans beaucoup de pays elle ne survit essentiellement que dans les institutions de développement ou d'enseignement agricoles, et elle ne conceptualise plus le rural sinon que comme tradition. Il n'est pas nécessaire d'en refaire ici la critique. En résumé on peut dire que la sociologie rurale a transformé une représentation sociale du rural qui tendait à se constituer sur base d'un clivage social

9. Cette analyse ne prétend pas faire un bilan historique de la discipline : celui-ci devrait spécifier les particularités nationales. Pour un aperçu de la sociologie rurale française, cfr Les études rurales sont-elles en crise, *Bulletin de l'Association des Ruralistes Français*, numéro spécial, 1988, 41-42, 81 pages. Pour la Belgique, cfr MOUGENOT C et M. MORMONT, op.cit.

10. En France les deux documents qui marquent les plus nettement ce passage sont les ouvrages de MENDRAS (*La fin des paysans, innovation et changements dans l'agriculture française*, 1967, SEDEIS) et de MORIN (*Commune en France, la métamorphose de Plovézet*, 1967, Fayard) qui s'inscrivent tous deux dans une perspective de changement plutôt que d'analyse de la spécificité du rural. En Belgique la même orientation se marque dans l'ouvrage de REMY et VOYE (op.cit.) qui se centre non sur le rural mais sur l'urbanisation des campagnes, donc sur le processus.

en une représentation qui privilégie l'axe du temps et qui consiste à situer le rural par rapport à des transformations (d'ordre divers et souvent résumées abusivement sous le terme de modernisation) induites de l'extérieur : le rural existe comme monde en voie de transformation et comme combinaison de changements imposés, de résistances et d'adaptation au changement, mais qui sont d'ordre locaux. Cette perspective est globalement celle qui domine la période de 1960 à 1975. La trajectoire de la sociologie rurale révèle donc un oubli progressif d'une question centrale qui était à l'origine même de son développement, la question de l'identité rurale dans le champ social. Ceci ne signifie pas qu'elle ait ignoré la question de l'identité, car on trouverait nombre de monographies qui sont centrées sur cette question, mais en réduisant le champ d'étude à une face de l'identité, celle des mécanismes par lesquels les individus s'identifient plus ou moins à des collectivités locales, et ignorant presque toujours la question des mécanismes de représentation socio-politique à l'échelle de la société globale. Dans cette perspective la catégorie rurale ne peut être qu'une catégorie descriptive.

Remarquons enfin que ce qui légitime la recherche sociologique dans cette période c'est beaucoup moins l'idée que le rural a une fonction spécifique dans le champ social (seule l'agriculture se voit reconnue une telle fonction comme productrice de produits alimentaires) que l'idée que le progrès social implique une intégration progressive des régions et des populations rurales dans le développement industriel : si menace de déséquilibre il y a c'est la menace de voir certaines régions demeurer trop à l'écart du progrès, d'être à la remorque du développement. Ceci révèle, derrière une évolution progressive des travaux de recherche, un déplacement radical des instances de légitimation de la sociologie rurale. Celle-ci n'a finalement plus à se poser la question de la spécificité de son objet, qui est implicitement celle des régions moins développées, des espaces moins intégrés.

Les conditions de possibilité de la Sociologie Rurale.

Il nous importe peu ici de développer une critique scientifique du parti pris par la sociologie rurale en faveur d'une approche du rural à travers la seule dimension de la collectivité locale, du village, parti encouragé par l'ethnologie et la géographie¹¹, mais

11. Une excellente critique de l'approche monographique a été faite dès 1975 par P.CHAMPAGNE, La restructuration de l'espace villageois, *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1975, n° 3 : 43-67.

au contraire de montrer à quelles conditions pareille représentation du rural a été possible.

Il nous semble en effet que la catégorie du rural n'a jamais été pensée de manière conséquente par les sociologues ruraux parce qu'elle reposait sur une double évidence : une première évidence était effectivement qu'il était possible d'effectuer une partition du champ social en deux univers dont les rapports n'étaient pas clairement définis, l'univers rural ayant une cohérence propre qui était précisément due aux types de rapports entre espace et société. Notre thèse est que cette représentation, bien qu'elle sous-estime complètement certains aspects de la réalité (comme les rapports politiques), n'a été viable que pendant un temps limité, c'est-à-dire la période :

- où des changements - sur tous les plans - viennent effectivement bouleverser la vie des collectivités rurales encore effectivement organisées jusque là sur un mode local, et leur ôter progressivement une bonne part de leur autonomie,
- mais aussi période où par rapport à ces changements l'ensemble de la population rurale peut trouver une identité dans sa manière de réagir à ces changements.

Nous avons ici affaire à un paradoxe sociologique sur lequel il faut insister : dans une société préindustrielle, il n'existe pas d'identité rurale au sens d'une représentation commune, partagée par l'ensemble de la population et inscrite dans des organisations représentatives : chaque collectivité a son identité propre et ses rapports propres au monde social, médiatisés par des notables, grands propriétaires, etc; mais aussi il existe à l'intérieur du rural des identités spécifiques selon la place que chacun occupe dans le système local, dans les relations familiales, les rapports de propriété, etc. mais à l'intérieur d'un système social et culturel qui est commun à tous et qui assure la cohésion et l'homogénéité de chaque collectivité. Avec les transformations qui se produisent ensuite, et spécialement dans les années qui nous occupent, la situation socio-économique de chaque individu est de moins en moins liée à sa position dans l'espace local, de plus en plus dépendante de son rapport à ces marchés et institutions extérieurs au local. Ceci conduit logiquement à une hétérogénéité de plus en plus grande à l'intérieur des collectivités locales, mais cela peut aussi conduire, au moins pour un temps, à une forme d'homogénéité plus grande de la collectivité locale et des collectivités locales entre elles dans la mesure où les différences internes perdent sens et importance au profit de différences beaucoup plus grandes qui peuvent apparaître entre l'ensemble des villageois et l'extérieur, entre la ville qui est désormais connue et accessible et le village. Ceci peut être encore renforcé par le fait que les changements

imposés sont homologues pour toutes les catégories sociales et tous les villages : le changement technique apparaît comme une menace similaire pour l'artisan, pour l'agriculteur et pour le commerçant; et le curé du village aussi bien que le père de famille peut sentir son autorité mise en cause par la scolarisation des jeunes qui substitue une nouvelle autorité à la leur. C'est sans doute cet effet d'homogénéisation qui produit le mouvement rural fort des années cinquante.

Tout se passe en quelque sorte comme si le rural avait eu de sens parce que le changement imposait à tous les ruraux de se situer de manière nouvelle, et pour la première fois leur imposait de se situer dans le champ social global, comme si le rural n'avait existé que comme mode momentanée de réaction similaire à ces changements, réaction qui mettait en avant les problèmes communs à tous les ruraux plus que les problèmes qui étaient spécifiques à chaque catégorie. En d'autres termes encore, l'identité rurale ne se constitue dans les années cinquante que comme une réaction homogène et commune de collectivités locales différentes à une série de transformations qui leur sont imposées.

Finalement, on peut déduire de cette analyse les conditions fondamentales de possibilité de la sociologie rurale, et de la catégorie rurale comme "notion" socialement et scientifiquement légitime.

En premier lieu c'est la partition rural/urbain qui justifie la sociologie rurale dans son existence, et cette partition est acceptée parce que la division territoriale qu'elle implique (ville/campagne) est non seulement évidente pour tous, mais correspond aussi à un problème social qui lui donne un sens. Qu'il s'agisse d'un équilibre social à restaurer (pour lequel le rural est un capital moral), ou d'une modernisation socio-économique (pour laquelle le rural est un terrain nécessaire de déploiement), nous avons affaire à un ensemble socio-spatial (campagnes) qui est relativement homogène relativement à cet défi, et la sociologie rurale se trouve légitimée à se définir ainsi un objet du fait qu'elle joue un rôle¹² dans le rapport social qui s'établit entre la ou les institutions qui gèrent cette fonction (attribuée au rural). Comme on l'a vu l'immédiat après-guerre est pratiquement la seule période où, du fait de la rencontre entre cette légitimation

12. La sociologie rurale constitue en fait alors une composante d'un nouveau mode d'encadrement des campagnes, par le rôle d'aide à la décision qu'elle joue pour des institutions qui veulent gérer le changement. Ceci correspond à une position faible de la discipline qui doit se justifier par ses "applications".

moralisatrice et la crise vécue par les jeunes ruraux, il y a une identité rurale qui confère à la sociologie le rôle de porte-parole d'une catégorie sociale.

Cette partition de l'espace est le point aveugle de la sociologie rurale, l'idée qu'elle ne peut remettre en question sans mettre en question sa propre spécificité; c'est même la question refoulée de la sociologie rurale parce que cette partition a toujours un sens qui lui est finalement imposé par le jeu des forces sociales qui agissent sur les campagnes.

Mais en même temps la sociologie rurale dispose d'un immense champ d'études concrètes puisqu'elle utilise un cadre théorique et méthodologique qui construit son objet en termes de collectivités locales spécifiques. En définissant concrètement son objet en ces termes, elle se donne en effet une multiplicité d'objets d'études qui apparaissent réels et qui sont en fait autant d'espaces sociaux particuliers qui sont le cadre d'existence de groupes réels, de groupements vivants. Encore peut-il être opportun de préciser que les objets réels des études rurales sont en fait toujours des espaces locaux situés dans le temps d'une transformation sociale ou économique donnée : ce sont donc en fait des espaces-temps particuliers qui chacun peuvent faire l'objet d'une étude monographique. Il est en effet évident que l'essentiel des travaux de sociologie rurale, la majeure partie des monographies ont en fait pour objet le changement, les transformations des collectivités locales à la suite de modifications techniques et économiques. La sociologie rurale est une sociologie des effets localisés du changement social plus même qu'une sociologie de l'espace.

Il y a donc un décalage profond entre la catégorie rurale comme catégorie fondatrice d'un champ scientifique particulier (catégorie qui relève de l'évidence et du refoulé) et les objets concrets qui sont étudiés par les sociologues ruraux, et qui n'ont de spécificité rurale que le fait que leurs études portent sur les campagnes et non sur des quartiers urbains, ou d'autres catégories indépendantes que les agriculteurs¹³.

Notre hypothèse est que cette démarche de la sociologie rurale s'est révélée possible aussi longtemps que la relation entre la transformation souhaitée pour les campagnes

13. Il serait d'ailleurs très significatif de constater que les sociologues ruraux se sont relativement peu intéressés aux autres professions indépendantes (qui sont pourtant numériquement significatives) à la campagne, à savoir les artisans, commerçants, professions libérales.

d'une part et d'autre part la situation des espaces locaux était relativement homogène et unique. S'il existait en effet une grande diversité de "sociétés rurales", en termes de composition sociale, de structure économique, d'histoire et de culture, leur étude parallèle avait un sens commun aussi longtemps que ces multiples sociétés locales avaient à se situer par rapport à un même axe de transformation, à une même série de changements qui pouvaient être englobés sous le terme de modernisation technique et économique. Les "sociétés rurales", dont chacun se plaisait à souligner la diversité, formaient cependant un tout par la relation qui était instaurée entre elles et les forces de modernisation. Ce qui constituait alors une certaine unité (mais pas une réelle spécificité) à la sociologie rurale, c'était d'étudier les multiples formes de transformation de multiples espaces-temps locaux sous l'impact, l'influence de changements modernisateurs. Ainsi les "sociétés rurales" possédaient elles en commun un certain nombre de propriétés (plus formelles que réelles) telles que:

- des collectivités de petite dimension (avec une dimension de contrôle social à base écologique);
- des traits culturels particuliers enracinés dans une histoire propre et donc dans une tradition
- des formes plus ou moins fortes de cohésion économique¹⁴ ou d'institutions locales.

Ces caractéristiques pouvaient constituer des entités relativement comparables soit dans leur mode de fonctionnement, soit dans les réactions à des changements induits de l'extérieur : ce qui caractérisait donc les sociétés rurales c'était beaucoup moins leurs propriétés intrinsèques, que le rapport au changement. Ce qui les constituait comme un ensemble homogène, c'était un rapport non questionné au temps, et ce qui définissait chacune d'elles c'était la singularité de son espace social.

Rapport à l'espace et position sociale.

Il y a une relation indissociable entre la manière dont la sociologie rurale définit son objet et la place de cet objet dans la structure sociale, dans les rapports de classe. Nous voulons dire par là que ce qui définit le mieux la position des populations rurales dans le

14. Si on étudie les formes de solidarité locale entre ouvriers ruraux (comme à Grand Failly par exemple, cfr *Les Collectivités Rurales Françaises*, p.) on ne voit pas réellement en quoi elles sont radicalement différentes de celles qu'on peut observer dans un quartier ouvrier traditionnel par exemple, sauf que les ouvriers ruraux sont bien restés dans leur village. Le véritable objet serait alors de comparer les différentes formes de solidarité ouvrière dans le vie quotidienne dans divers types d'espaces sociaux. En spécifiant cela comme une forme de ruralité on tend à accentuer la dimension temporelle de cette solidarité (son enracinement dans un passé) plutôt que sa dimension de classe... Le cadrage théorico-méthodologique induit une interprétation...

champ social durant cette période (et qui est repris sans discussion par la sociologie rurale), c'est que les ruraux ne peuvent se définir en termes de classe (c'est-à-dire d'intérêt contradictoire avec une autre classe) mais que ce qui les définit prioritairement c'est le rapport au changement, c'est-à-dire leur continuelle extériorité par rapport aux foyers de changement social, ou encore le fait que ce qui fait la spécificité de chaque collectivité locale ce sont des propriétés (géographiques, économiques, culturelles) qui situent cette collectivité à distance des foyers de transformation sociale.

Ceci conduit alors à poser la question cruciale aujourd'hui de la relation à l'espace dans le champ social, relation qui ne peut plus être pensée selon les schémas traditionnels de partition entre espace rural et espace urbain, entre campagnes et villes ni entre collectivités locales et champ social. Ces schémas reposent en effet sur une série d'hypothèses qui nous semblent complètement dépassées et qu'on peut résumer comme suit : les groupes locaux (territoriaux) existent, sont un lieu d'identification et fonctionnent comme médiations entre l'individu et la société globale.

Les critiques que l'on peut faire à cette perspective sont relativement bien connues et conduisent à revoir radicalement l'idée de localité. Résumons les rapidement en nous référant à la situation des campagnes.

- La mobilité accrue des personnes, des biens et des messages est telle qu'aucune collectivité locale ne peut plus être considérée comme autonome, que l'appartenance à cette collectivité n'est jamais pour l'individu qu'une des appartenances sociales réelles, et rarement la plus décisive; surtout que les collectivités locales ne disposent plus, dans la plupart des champs sociaux, d'institutions qui leur sont propres, notamment en matière de socialisation des individus.

- La délocalisation des activités ne permet plus de considérer des régions homogènes même au plan économique : la dispersion des lieux de résidence par rapport aux lieux de travail, le déplacement de certaines productions vers des espaces périphériques, ou encore la séparation spatiale des divers moments de la vie quotidienne ne permettent plus de définir telle zone comme industrielle ou agricole ou tertiaire.

- Les nouveaux usages de l'espace rural et la spécialisation des espaces (tourisme, parc naturel, zone de développement, etc) ont pour effet d'instituer pour chaque espace un réseau de relations spécifiques qui le lient à tel ou tel champ, à telle ou telle institution sociale dont les divers acteurs ne sont plus "localisés".

Une des conséquences de ces trois premières évolutions est que la détermination de la "population" à prendre en compte pour étudier un territoire rural doit nécessairement prendre en compte des agents qui ne résident que temporairement dans ce territoire, ou même des agents qui agissent de l'extérieur (résidents secondaires, organisations naturalistes, etc).

- L'apparition de la notion d'"espace rural" par laquelle on se met à désigner des fonctions que remplissent les campagnes pour des usagers non ruraux (donc même indépendamment de toute action des populations rurales) : ces fonctions "globales" des espaces ruraux, - .

La relation de l'individu à l'espace se définit beaucoup moins en termes d'appartenance à un espace qu'en termes de possibilités pour l'individu de participer à des réseaux de relations différents : on peut désigner ce phénomène comme multi-localité si on entend par là que chaque individu est impliqué dans des réseaux qui ont chacun leur propre espace, mais ces réseaux n'ont pas nécessairement la forme d'un "espace" délimité physiquement puisqu'il peut s'agir de relations entre des points physiquement séparés : la relation ne suppose plus la proximité physique, et le groupe ne requiert plus le rassemblement en un lieu. Cette réalité n'est pas constitutive de la ville comme espace physique, mais bien de ce que certains appellent l'urbanisation, à savoir le "décrochage"¹⁵ entre les relations de proximité physique et les relations de proximité spatiale.

Conséquences sur l'espace

Est-ce à dire que l'espace physique ou géographique est devenu un élément insignifiant de la vie sociale ? Au contraire l'espace physique joue toujours un rôle essentiel dans les rapports sociaux, mais selon d'autres modalités que le modèle <territorial> qui a dominé la sociologie rurale jusqu'ici.

On peut commencer, pour le comprendre, par signaler que la mobilité accrue tendrait logiquement à une certaine uniformisation de l'espace puisque cette mobilité tend à rendre équivalente les localisations dans l'espace physique du point de vue de l'accessibilité aux biens, aux interactions et aux informations. C'est ce dont rêvent aujourd'hui ceux qui pensent que les télécommunications permettraient au régions

15. GIDDENS A. *La constitution de la société*, Paris, Presses Universitaires de France, 1987 trad française de *The Constitution of Society*, Oxford, 1984.

rurales un nouveau développement en annulant le handicap de la distance aux centres : à la limite ce raisonnement conduirait à annuler l'idée d'un centre, ce qui est imaginable du point de vue géographique mais qui n'a pas de sens du point de vue sociologique. En effet s'il y a des flux d'informations (par exemple technologiques), il y a nécessairement un producteur, quel que soit le point où il se situe dans l'espace. Si on peut imaginer un espace où il y a multiplicité géographique des producteurs, on sait très bien que socialement toutes les informations ne sont pas équivalentes et que les producteurs sont hiérarchisés, organisés en un champ structuré : cette hiérarchie se traduira par une hiérarchie de la valeur sociale des informations (et donc éventuellement de leur valeur économique) donc produira des formes de rareté. L'uniformisation de l'espace est donc une illusion sociologique, même si elle peut signifier une égalisation des conditions spatiales d'accès aux messages.

C'est ce fait qui fait que la mobilité accrue ne conduit pas à une homogénéisation de l'espace, et qu'au contraire elle introduit une nouvelle hiérarchie des espaces selon la capacité de chacun des espaces à valoir sur un marché. L'accessibilité de plus en plus grande de tous les points d'un territoire tend par conséquent à conférer à chaque <région> de ce territoire des particularités. Le meilleur exemple en est que la mobilité accrue tend à dévaloriser des espaces de loisir proches et relativement banaux au profit d'espaces de loisir spécifiques, au profit de régions touristiques définies comme telles parce que précisément elles ne sont pas banales. Il en va de même dans le champ économique où la mobilité permet aux entreprises de diviser les processus de production et d'en localiser chaque élément dans des zones qui correspondent le mieux aux contraintes qui pèsent sur chacune des phases du processus de production : la recherche dans des zones bien équipées au niveau scientifique et agréables à vivre pour le personnel très qualifié, les centres de décision près des lieux où se déroulent les interactions en partie informelles des coulisses du pouvoir, les activités de production routinisée dans les régions à main d'œuvre abondante ou bon marché, les activités polluantes là où les externalités négatives sont les moins coûteuses, etc.

Cette logique - qu'il faut interpréter de manière tendancielle et non pas réaliste - ne détruit donc pas les spécificités des espaces locaux : elle suscite en fait un nouveau type de localité qui est le produit, sur un territoire donné, de l'interaction des jeux de valorisation qui s'opèrent, à partir de différents champs, sur cet espace. La compréhension d'un espace local ne doit donc plus se faire en termes des éléments qui

le composent, mais des combinaisons possibles de forces qui le mettent en valeur à partir de logiques qui ne sont pas locales. Et ceci donne aussi un nouveau contenu à ce qu'on appelle les politiques locales : celles-ci n'ont en effet plus tellement à jouer comme force de représentation d'une population locale par rapport à un pouvoir central (ce qui reste cependant partiellement vrai du fait du système politique, et du poids de l'Etat). Les politiques locales ont de plus en plus comme contenu réel l'harmonisation locale des forces externes, des logiques de valorisation du territoire. Cela se comprend par le fait que la valeur (économique, touristique, environnementale, etc) d'un espace local ne se maintient que par l'action conjuguée de plusieurs acteurs qui interviennent sur ce territoire, que par exemple un espace attirant pour les industries de pointe et les centres de recherche industriels aura valeur par les échanges locaux qu'il permet, par les services publics qu'il offre (université par exemple) et par le cadre de vie qu'il offre aux employés de ce secteur. Chacun de ces éléments est co-produit par tous les acteurs, et le rôle des politiques locales est de plus en plus de permettre à ces qualités de se créer, de subsister ou de ne pas être menacées par d'autres interventions. Ceci redonne à la gestion du territoire, à l'aménagement local une importance nouvelle, et en fait un terrain de conflits.

Effets sociaux.

Le rapport des acteurs sociaux à l'espace se modifie également. On pourrait parler de nomadisme généralisé, ou de multilocalité généralisée si on voulait rendre compte de manière imagée du nouveau rapport à l'espace qui s'instaure entre l'individu et l'espace géographique. Le rapport à l'espace se définit beaucoup moins par l'appartenance que par la mobilité, la sécurité se trouve moins dans la clôture d'un espace propre que dans la capacité à communiquer.

D'autre part chaque champ d'activité sociale et économique a sa propre projection dans l'espace, et implique donc sa propre hiérarchie spatiale : pour le voir, il suffit de comparer la géographie du tourisme et celle de l'industrie traditionnelle qui sont pratiquement l'envers l'une de l'autre. Par rapport à un champ social quelconque, chaque espace local, chaque territoire occupe donc une position dont les extrêmes sont celle de centre ou celle d'espace exclu.

Pour un individu par conséquent, la localisation sera toujours un élément qui le positionne par rapport aux différents champs sociaux, et la mobilité une manière de circuler d'une position à l'autre dans un même champ, ou d'un champ à l'autre. Il existe

ainsi des trajectoires de vie quotidienne qui sont propres à chaque position sociale, et il ya aurait à faire une géographie des déplacements modaux de chaque classe sociale. En d'autres termes l'espace - c'est-à-dire les espaces, les manières d'y circuler plus encore que les localisations - est une forme de classement social.

Un effet de ce mode moderne de rapport à l'espace consiste en ce qu'il n'est probablement plus pertinent d'utiliser une localisation pour caractériser le rapport d'un individu ou d'un groupe social à l'espace : c'est seulement pour certains groupes dominés précisément par le fait qu'ils sont moins mobiles qu'une localisation géographique a encore un sens. A l'inverse le degré de mobilité, et la qualité des espaces fréquentés constituerait sans doute aujourd'hui un bon indicateur de la position sociale d'un groupe.

Enfin et parce que nous sommes partis de la question de l'identité, il faut souligner que le rapport entre identité et espace est profondément modifié. Il ne peut plus être pensé - sauf précisément encore pour certains groupes dominés qui sont attachés à un espace unique sur le mode de l'identification à un espace unique d'appartenance. Chaque espace est régi par un ordre spécifique (ou éventuellement plusieurs ordres concurrents), par un critère qui en définit les utilisations légitimes, et qui induit un classement (une hiérarchie) des agents qui occupent cet espace. Ce qui importe c'est désormais la possibilité pour un acteur social de faire valoir une face de son identité sur tous les territoires-lieux où il est présent, et de le faire sur toutes les scènes qui importent à sa position ou sa stratégie sociale. Ce principe d'analyse permettrait de comprendre les formes différentes que peut prendre la manifestation des identités de groupes et de classes dans notre société selon les espaces où elles se déploient, de comprendre aussi la variété des alliances qui peuvent éventuellement se nouer dans un espace entre des catégories qui sont séparées voire opposées sur d'autres scènes de la vie sociale, par exemple l'alliance entre des résidents secondaires bourgeois et des petits paysans contre des implantations touristiques de grande dimension, les uns défendant les aménités du lieu, les autres leurs intérêts économiques et ce éventuellement à travers un même langage de défense de l'environnement. L'espace ne perd donc aucunement sa fonction essentielle de support des identités sociales, mais cette fonction se décompose, et sans doute d'autant plus qu'on s'élève dans la hiérarchie des positions sociales, en une multiplicité de scènes locales.

Ruralité et rapports sociaux.

Ces phénomènes ont deux conséquences pour les campagnes, des conséquences spatiales et des conséquences sociales. L'effet sur l'espace, c'est un effet de dissociation entre l'espace rural comme espace physique - susceptible d'usages divers, ou de fonctions diverses - et l'espace rural comme espace de relations sociales. Ce phénomène est généralisé, même s'il est souvent dissimulé par les apparences d'une revitalisation d'espaces locaux ou de territoires; il découle de ces fonctions urbaines des campagnes -réserve d'espace, fonctions écologiques, paysage ou patrimoines de toutes sortes,- qui inscrivent les campagnes dans des rapports sociaux où les acteurs ruraux n'interviennent pas ou peu; la gestion du territoire rural redevient un problème important, mais cette gestion ne passe plus nécessairement par des acteurs locaux C'est le cas par exemple des parcs qui prennent toutes les apparences d'un territoire (ce qu'ils sont d'un point de vue géographique) et qui peuvent même apparaître comme des collectivités locales (puisqu'existe une institution de gestion). En fait nous avons affaire à des territoires qui ne relèvent pas d'une gestion locale, mais bien d'une gestion par des acteurs situés dans un champ social (conservation, tourisme, ou autre selon les cas) et en fonction de considérations (et de forces sociales) qui sont à l'échelle de la société globale : le découpage de ces territoires correspond d'ailleurs rarement, sinon jamais, à une quelconque forme de territorialité propre aux habitants des régions concernées, mais il s'agit le plus souvent de territoires délimités en fonction de considérations naturalistes, paysagères, écologiques ou touristiques non directement liées à des formes de sociabilité locale.

Nous avons alors de plus en plus affaire avec des espaces abstraits, éventuellement superposés et enchevêtrés : tel territoire campagnard peut aussi bien relever d'un parc naturel régional, d'une zone agricole défavorisée, ou d'une zone de développement industriel ou encore d'un territoire protégé pour son patrimoine architectural. Il n'y a plus un espace mais une multiplicité d'espaces sociaux (pour un même espace physique) qui relèvent chacun d'une logique d'action , d'une institution et d'un réseau d'acteurs,- usagers, gestionnaires, - spécifique et délocalisé. Il s'ensuit d'ailleurs des problèmes de gestion et de coordination des interventions (publiques) qui justifient qu'on parle aujourd'hui de développement "global", "intégré" : l'emploi de ces termes, et la nécessité qu'on reconnaisse à ces politiques de "coordination" a au moins le mérite de révéler à quel

point l'espace physique est aujourd'hui un espace éclaté, à quel point le territoire "local" est en fait multiple et hétéronome et ne relève plus d'un acteur qui serait une collectivité locale.(nouveau champ socio-professionnel= celui de la gestion du "local")

La question de savoir qui est rural, question refoulée de la sociologie rurale, se pose donc dans des termes nouveaux. Sommairement, elle se pose plutôt comme la question de savoir comment chaque occupant de l'espace rural se sent rural.

En termes descriptifs il faudrait commencer par décrire quelles sont les différentes catégories d'utilisateurs de l'espace rural, selon le mode de leur fréquentation (temporaire ou permanente), selon le type d'utilisation de l'espace qui est le leur, selon enfin les relations locales qu'ils nouent avec les autres usagers. On s'apercevrait alors qu'il existe une pluralité de critères à partir desquels on peut classer ces catégories en termes d'attachement à cet espace. Il y a certes une hiérarchie économique qui va des propriétaires exploitants, aux occupants temporaires en passant par ceux qui possèdent de petits patrimoines dévalorisés; mais il y aurait aussi une hiérarchie sociale qui irait de ceux qui ont l'essentiel de leur réseau de relations dans ce lieu jusqu'à ceux pour qui ce n'est qu'un espace physique interchangeable; enfin une hiérarchie culturelle ou symbolique selon l'importance de ce lieu dans la constitution de leur savoir ou de leur identité. Ces différentes hiérarchie ne sont plus nécessairement convergentes en ce sens que par exemple les agriculteurs modernistes, qui ont un capital économique localisé important, peuvent très bien n'avoir que peu d'intérêt à une valorisation culturelle du paysage qui est surtout supportée par des catégories pour qui l'espace rural est lieu de récréation.

Or nous pensons qu'il n'est plus possible au sociologue rural d'adopter par principe un critère plutôt que l'autre pour classer ces catégories en ruraux ou non; que ce qui est essentiel à analyser c'est précisément le sens que prend la catégorie rurale pour chacune de ces catégories et la capacité de chacune d'elles à mobiliser autour de sa propre définition du rural des forces, des alliances sociales, des ressources qui lui permettent de l'imposer. C'est dire que dans cette optique, c'est le conflit symbolique autour de la ruralité, c'est-à-dire de la définition légitime du rural, qui est central.

Ce conflit symbolique autour de la définition légitime de la ruralité a évidemment des effets pratiques, économiques et politiques : c'est ce qui apparaît bien dans les conflits (conflits ouverts ou secrets) qui sont apparus depuis le début des années septante autour d'un certain nombre de projets d'aménagement des régions rurales comme les projets touristiques, les projets de parcs naturels, voire ceux de grandes infrastructures. Ce qui est en jeu dans la mise en place par exemple d'un parc naturel c'est l'institutionnalisation (y compris juridique) d'un certain nombre de critères qui disent ce que doit être le territoire. S'y affrontent des priorités différentes : la production économique rentable, surtout agricole; les aménités résidentielles; la valeur touristique du paysage voire du folklore; et chacune de ces qualités de l'espace, même si elle fait référence au caractère authentique, naturel ou local, ne vaut en fait que par rapport à un marché (des produits touristiques, agricoles, ou "naturels") qui n'est plus local, mais national voire international. Le choix de telle ou telle priorité peut très bien rencontrer les intérêts symboliques mais aussi économiques et politiques de telle ou telle catégorie d'habitants : certains agriculteurs peuvent très bien y voir une possibilité de mettre sur le marché des produits à plus forte valeur ajoutée parce marquée d'une caractère "naturel", alors que d'autres peuvent y voir un obstacle à la poursuite de leur programme d'intensification. Et la question du "gel des terres", dans la mesure où elle infléchirait la politique agricole, pourrait très bien donner lieu à de nouvelles alliances, et à des redéfinitions du rural qui incorpore des priorités écologiques, économiques et sociales.

Dans cette optique d'analyse il faudrait certainement accorder une place importante à l'étude d'un problème particulier, qui est celui des agents qui manipulent, à travers la conception et la mise oeuvre des projets d'aménagement, de développement local, ces définitions de la ruralité légitime : spécialistes de la multi-localité, assurant la circulation de l'information entre central et local, dotés le plus souvent d'un capital culturel et professionnel plus élevé que la moyenne des ruraux, et, par là, en affinité avec les demandes des couches sociales moyennes, ils tendent à se constituer en corps de spécialistes qui assurent, hors du système de représentation politique, les rôles d'intermédiaires avec la société globale. Ils sont les principaux supports d'une nouvelle représentation de la ruralité et ceux qui ont sans doute le plus intérêt (symboliquement et économiquement) à voir celle-ci reconnue et légitimée, voire institutionnalisée.

La question de la redéfinition d'une ruralité contemporaine est donc à la fois celle de la capacité de ces intermédiaires de produire une définition légitime, et celle de la

correspondance possible de cette définition avec la diversité des acteurs et des stratégies locales, tous situés dans des espaces hétérogènes et dans des champs sociaux différents. On tend aujourd'hui à substituer un terme abstrait - la ruralité¹⁶ - au termes concrets - monde rural, milieu rural, voire classe rurale - : c'est qu'aujourd'hui la ruralité ne pourra plus être définie qu'en des termes suffisamment abstraits et généraux pour pouvoir s'"appliquer" à des stratégies et des situations concrètes très variées. Il est vraisemblable que beaucoup de sociologues ruraux seront tentés de mettre sur ce marché des représentations leur propre définition de la ruralité en fonction de leurs affinités avec tel ou tel champ social ou avec telle ou telle fraction de classe, et d'éviter de faire une analyse de leur propre rôle.

Ce serait courir le risque de voir la sociologie rurale éclater en autant de recherches sectorielles ou de polémiques qu'il y a de définitions implicites du rural : et par suite de voir toute communication devenir impossible entre les sous-domaines de la sociologie rurale.

Vers une sociologie du rural.

L'analyse qui précède pourrait sembler purement négative, voire destructrice : elle conduit en effet à enlever tout contenu à la sociologie rurale qui n'a en fait pas d'objet propre. En effet le fait que la ruralité ne soit pas un objet, un territoire, mais relève d'une production sociale de représentation conduit à réintégrer le rural comme un des objets possibles d'une sociologie générale qui s'interroge sur la production du social, des espaces, des groupes et des identités. Il ne viendrait à personne l'idée qu'il puisse encore exister une sociologie ouvrière séparée d'une sociologie des rapports de classe. Il en va de même du rural qu'on ne par exemple peut plus séparer d'une sociologie de l'espace qui inclut aussi bien l'espace des villes que les campagnes, l'espace des relations internationales et celui des localités.

Nous voudrions montrer en conclusion qu'une analyse sociologique du rural a un sens, non pas en tant qu'objet séparé, mais parce que la ruralité est un terrain significatif, mais souvent secondaire, de conflits sociaux et idéologiques qui se déroulent à l'échelle de la

16. Un des concepts qui sous-tend cette abstraction est celui de *banalisation*, terme multivoque (écologique, architectural, culturel) ou multi-champs qui permet de définir une spécificité relative de la campagne par rapport à la ville, en même temps que de donner une perception unitaire du rural.

société globale, et qui forment selon nous les dynamiques réelles à l'oeuvre dans le changement rural.

Pour le faire je poserais deux hypothèses de travail. La première est relative à l'espace comme support d'une identité, et elle consiste à dire que l'identité sociale existe d'abord dans un rapport à l'espace, et cela parce que c'est d'abord à travers l'appréhension pratique d'un espace structuré que l'individu prend connaissance du monde, apprend à s'y situer. La seconde est que l'identité (et le terme est peut-être mal choisi) n'est pas un tout mais plutôt un certain nombre de propriétés reconnues qui valent dans un certain contexte, dans un certain champ de relations : par conséquent il n'est pas pertinent de définir une identité sans définir ce champ de relations, et un même individu peut très bien s'inscrire dans plusieurs types (ou registres) d'identité selon les moments de la vie sociale; si on considère l'autonomie relative des champs de relations sociales, d'une part, et la multiplication d'espaces qui lui est en partie liée, on peut alors regarder la question de l'identité comme une question beaucoup plus complexe, et notamment supposer que le "rural" ou plus exactement l'espace rural (lui-même différencié) est un terrain possible de déploiement de certaines identités partielles.

La place du rural dans les rapports de classe n'est certainement plus définie par une opposition à l'urbain telle que l'ensemble des ruraux formeraient une catégorie homogène même du point de vue du rapport au changement social. Nous ferions l'hypothèse que l'espace rural est inséré dans les rapports de classe, mais au titre d'un espace de déploiement de stratégies à *portée symbolique*. L'espace rural possède une série de propriétés (par rapport à d'autres espaces urbains ou péri urbains) qui le prédisposent aujourd'hui à être utilisé comme espace où des acteurs sociaux vont signifier et manifester des systèmes de valeur qui trouvent beaucoup moins de possibilités d'expression dans les rapports de travail, dans la vie quotidienne urbaine et dans les grandes organisations privées ou publiques.

Propriétés structurales de l'espace rural.

Les régions rurales doivent à leur histoire socio-économique des propriétés que j'appellerai structurales pour signifier par là que ce sont des propriétés qui situent le rural dans des systèmes de significations. D'une part elles sont entrées relativement tard dans la logique du progrès technico-scientifique; elles n'y sont pas encore complètement

entrées et il reste beaucoup de pratiques sociales, d'espaces qui ne sont pas ou pas complètement assujettis à une gestion technico-scientifique, à des rapports marchands. Elles possèdent par conséquent des propriétés qui les situent à distance des "valeurs" ou des "modèles" qui sont censés dominer la vie sociale. On a longtemps lu (y compris la sociologie) cette distance en terme de retard, c'est-à-dire de distance temporelle. On peut aussi lire cette distance en termes critiques, comme des preuves concrètes de la viabilité de solutions non artificialisées par la technique, et des ressources accessibles pour des projets démonstratifs d'autres usages de la nature, d'autres procédés techniques que ceux proposés par le progrès. Et ceci explique pourquoi le monde rural se trouve l'espace de déploiement de beaucoup d'expériences alternatives, qu'elles soient utopiques ou réalistes. Plus généralement le rural se trouve donc un espace qui symboliquement est situé en termes de différence, et cette différence peut être interprétée de différentes manières.

Ces propriétés ce sont des possibilités d'expression symbolique. On peut en citer quelques-unes. C'est d'abord la possibilité de disposer d'un espace physique plus abondant et moins programmé pour développer des activités, qu'elles soient familiales ou d'autres formes de sociabilité : ainsi, pour ne prendre qu'un seul exemple, la résidence secondaire peut devenir le lieu privilégié de la sociabilité élective (des amis choisis) par rapport aux relations obligées par le travail et les conventions qui prédominent en ville. Ceci se renforce d'ailleurs des plus grandes possibilités de clôture (de frontière) qu'en milieu urbain. Elle peut, pour d'autres catégories sociales, aussi être le lieu privilégié de récréation d'une vie sociale analogue à celle des quartiers populaires urbains : lieu du hobby, du jeu collectif. Avec l'extension du tourisme, l'espace rural pourrait bien devenir l'espace principal où les groupes sociaux déploient, hors travail, leur propre système de valeurs, bref leur mode de vie privé.

De plus la présence beaucoup plus importante en zone rurale d'éléments matériels issus de l'histoire (architecture, résidus d'activités agricoles, folklore en général) offre un patrimoine de données qui peuvent être réinterprétés dans l'une ou l'autre vision du monde ou du temps sociaux. Ainsi même la petite agriculture paysanne peut elle aujourd'hui être lue aussi bien comme l'antithèse étonnante de la modernité, ou au contraire comme la préfiguration d'un rapport idéal à la nature. Et la nature précisément constitue elle aussi, et d'autant plus que l'agriculture libère de vastes espaces, un immense terrain de déploiement d'activités pratiques (économiques et symboliques) où

chaque sous-culture peut se manifester, aussi bien celle de l'homme dynamique et conquérant qui s'affronte aux défis des performances (physiques ou mécaniques) que celle de l'homme réconcilié avec le cosmos et les forces bienfaitantes de la nature.

Par ailleurs les régions rurales doivent aussi à leur intégration tardive (décalée dans le temps) dans le système économique dominant d'avoir été les dernières à intérioriser la culture du progrès technique et économique et il est vraisemblable que leurs élites actuelles partagent encore fortement la croyance dans le salut par l'intégration : les propriétés structurales du rural ne sont donc pas nécessairement des caractéristiques culturelles de leurs élites, et il s'ensuit que le conflit principal qui traverse les régions rurales aujourd'hui est précisément un conflit qui oppose ces élites (et leur représentation) avec les groupes qui sont porteurs de nouvelles conceptions du rural et de ces nouveaux usages de l'espace rural.

1. Rural et identités partielles..

Le principe général de ces usages de l'espace rural serait double. Le rural est lieu d'expression des valeurs (alors que la ville est défini comme espace des contraintes); il est possibilité de manifestation plus libre et plus vraie de valeurs individuelles ou de groupe. Il est donc un espace d'identification, en ce sens que dans la pratique de l'espace rural des identités se manifestent ou se déploient . Par suite, le rural est toujours en décalage, mais, par rapport aux valeurs dominantes, ce décalage peut aussi bien prendre la forme de l'opposition (le rural comme alternative) que celle de la confirmation (le rural comme célébration).

Plus profondément on peut distinguer plusieurs types possibles de rapports identitaires au rural. L'identité n'est en effet pas une réalité monolithique ni homogène : spécialement dans un système social caractérisé par une autonomie relative des champs sociaux, par une division complexe de l'espace et par des styles de vie multiples (notamment dans la trajectoire des individus), il y a une multiplicité, au moins une diversité possible, d'identifications possibles que ce soit dans la division du temps quotidien, dans l'histoire d'une vie individuelle ou dans la multilocalité (qui reflète en partie de l'autonomie des champs). Par conséquent on pourrait à titre d'hypothèse distinguer et combiner :

- des rapports identitaires à temps partiel (lien division du temps quotidien/usage de l'espace)
- des rapports identitaires momentanés (lien position dans une trajectoire/usage de l'espace)
- des rapports identitaires liés à des sous-cultures de classe (lien usage de l'espace/sociabilité élective; culture de la nature).
- des rapports constitutifs de champs spécifiques (lien position dans un champ/usage de l'espace¹⁷).

Cette hypothèse conduirait à reprendre dans une perspective globale toute une série d'études menées dans les dernières années sur ce qu'on a souvent appelé les usages urbains de l'espace rural, mais en annulant l'opposition factice (et trop commode) entre usages urbains (qui sont loin d'être homogènes) et des usages "ruraux", l'objectif étant de constituer une typologie des usages sociaux de l'espace en rapport avec les rapports identitaires qui les sous-tendent. Ceci conduit aussi à une analyse des conflits qui s'organisent autour de la définition légitime de l'espace rural, cad des usages qui sont autorisés et des critères qui définissent les utilisateurs légitimes. Cette perspective suppose bien sûr qu'on accepte l'idée que l'identité se construit et s'objective dans un rapport d'usage (pas seulement pratique) de l'espace.

Cette perspective annule-t-elle complètement l'hypothèse d'une identification de populations locales (ou de certaines fractions des populations locales) à "leur" espace, à "leur" pays ou à leur région ?

2. Identités régionales ?

Cette analyse ne conduit pas du tout à nier qu'il y ait possibilité de développement d'identités locales (à quelle échelle c'est un autre problème !) et c'est après tout ce qu'on peut observer avec l'émergence des "pays" il y a une dizaine d'années. Mais le type de "région" dont il s'agit n'est pas du tout constitué, selon moi, par un processus propre à

17. L'exemple de la chasse, étudiée par Chamboredon et Fabiani, pourrait illustrer ce type de rapport. cfr BOZON M, CHAMBOREDON JC, FABIANI J.L. Les usages sociaux du cadre naturel. Elaboration sociale et conflit des modes de consommation de la campagne : l'exemple de la chasse, in *Des Forêts et des hommes*, Le Paradou, Actes-Sud, 1981, p. 273-279.

l'espace local, au sens où il y aurait des enjeux locaux trouvant leur principe localement¹⁸. On pourrait mettre l'accent sur :

- la *mise en marché* de l'espace local (au titre d'espace touristique, de labelisation de produits, d'image de marque ou de folklore) qui procède souvent de stratégies de fractions locales qui cherchent à redéfinir leur place dans un marché;
- les formes de délégation du pouvoir central vers une *gestion locale* pour certains problèmes (ce que Brunet appelle "cantonner") et qui peut rencontrer les aspirations de certaines fractions de classe moyenne à redéfinir leur position sociale tout comme des efforts de professionnalisation (voir le cas de l'agent de développement).
- et ces innovations locales peuvent très bien aussi rassembler les fractions les plus marginalisées de l'espace local (les vieux du village) qui y trouvent une manière de revaloriser des pratiques dé-passées

3. Les enjeux globaux d'une gestion de l'espace rural.

Enfin il y a une troisième dynamique qui me paraît fondamentale à analyser et qui est celle de la gestion de certains problèmes qui se posent à l'échelle de la société globale mais qui imposent une gestion de l'espace rural qui est le réservoir d'un certain nombre de ressources. Les exemples les plus simples sont ceux de la gestion de l'environnement dans la mesure où la qualité de l'eau disponible repose sur un bon fonctionnement du cycle de l'eau qui se déroule pour l'essentiel dans l'espace rural. Il faut donc imposer une protection des captages, ou plus globalement des eaux souterraines dans certaines régions, voire limiter certaines activités par un jeu de normes, de taxes ou de redevances. Il n'est pas évident que dans tous les cas les populations rurales jouent un rôle dans cette gestion, n'agissent comme médiateurs; au contraire les acteurs principaux seront souvent des acteurs (privés ou publics) qui agissent à l'échelle nationale, voire internationale (réglementations européennes) sans que les populations ou leurs représentants ne puissent intervenir dans les transactions.

Les conflits d'environnement ne sont jamais des conflits ni propres au rural ou à l'urbain, ni des conflits qui opposent ruraux et citadins, ce sont des conflits globaux qui

18. "C'est la fin d'un monde où la hiérarchie villageoise locale trouvait son principe localement (détention de propriétés), où les conflits se jouaient sur place pour des enjeux largement locaux - processus engagé de longue date sans doute", CHAMBOREDON J.C. Nouvelles formes de l'opposition ville-campagne, in *Histoire de la France Urbaine*, Paris, Seuil, 1985, p.573.

se traduisent de manière spécifique dans chaque type d'espace social. On pourrait en dire autant des oppositions qui concernent les politiques agricoles et qui mettent en jeu aussi bien les consommateurs que les producteurs face à la question de savoir quoi produire, pour qui produire et comment produire. On peut avancer plusieurs interprétations de ce type de conflit.

Ainsi il nous semble qu'une rupture fondamentale s'est instaurée dans nos sociétés quant au rôle des sciences et des techniques. Cette rupture, qui ne s'exprime pas encore comme un clivage social, encore moins politique, oppose sommairement ceux qui considèrent sciences et techniques comme la base indiscutée du progrès économique et social, qui considèrent en même temps leur développement comme linéaire, spontané et cumulatif à ceux qui considèrent au contraire que recherche scientifique et application techniques sont justiciables d'un jugement social, d'une évaluation et d'un contrôle politique, parce que leur développement n'est ni nécessairement bénéfique ni univoque. C'est sans doute le mouvement écologique, au sens large, qui illustre aujourd'hui le mieux cette rupture en montrant, à propos d'un certain nombre de questions actuelles, comment sciences et techniques ne sont pas neutres. Il n'est pas inintéressant de noter que pour faire cette critique sociale, il a été nécessaire aux écologistes à la fois de recourir à la science elle-même (à sa légitimité) et de recourir à une vision romantique et idéalisée de la nature, souvent empruntée au courant naturaliste dont la tradition est plus ancienne. Nous ne ferons pas l'analyse de ceci, en soulignant simplement que dans ce conflit, la ruralité peut constituer un terrain spécifique de lutte¹⁹. En effet les propriétés structurales du "rural" font que l'espace rural est prédisposé à être perçu comme plus proche du type de société que cherchent à imaginer les mouvements d'environnement, à savoir des collectivités de petite dimension, autarciques, faiblement technicisées, possédant une capacité d'auto-organisation, etc.

Les mouvements d'environnement peuvent aussi être regardés comme un mouvement de classe dans la mesure où ils s'appuient préférentiellement sur les couches moyennes, ou sur certaines fractions d'entre elles²⁰.

19 .Cette hypothèse est développée dans la conclusion de : Catherine Mougenot Marc Mormont, 1988, op.cit.

20. cfr TOURAINE A., *La voix et le regard*, Paris Seuil, 1978 et *Le retour de l'acteur*, Paris, Seuil, 1985.

On peut alors suggérer en guise de conclusion comment les différents types de formulation de 'nouvelles ruralités' peuvent se lier entre eux. En effet